

Retraites : dans quelle société voulons-nous vivre ?

C'est depuis 1993 que le système des retraites a été aggravé pour les travailleurs du privé. Mais ce n'est sûrement pas une raison pour accepter que le secteur public subisse le même sort.

Le gouvernement dit que les fonctionnaires sont des privilégiés. Mais des fonctionnaires, il y en a de toutes sortes, des plus riches aux plus pauvres, comme dans le privé. Les femmes de ménage des lycées et les personnels ouvriers des cantines scolaires ont la garantie de l'emploi. Mais leur salaire est au plus bas, et leur retraite déjà minable deviendrait misérable.

On nous dit aussi qu'il ne peut pas y avoir deux sortes de Français, les uns partant avec 37,5 années de cotisation, les autres à 40 ans de cotisation, pour avoir le même droit à la retraite. Comme cette intention de justice est belle ! Mais n'y a-t-il pas dans ce pays d'autres injustices de toutes sortes, d'autres écarts énormes ? N'y a-t-il pas des millions de gens qui travaillent dur et dans des conditions difficiles, et qui ne gagnent que le SMIC ? Des femmes obligées de travailler à temps partiel qui touchent moins encore ? Des jeunes qui vivent entre petits boulots et chômage, des intérimaires qui travaillent en pointillé ?

Si les gouvernants avaient un sentiment sincère de justice, ils commenceraient par s'attaquer à tout cela. Et puis, ils savent très bien que les inégalités qui existent si fort dans la vie active vont continuer à la retraite, avec leur «réforme» aussi. Les classes moyennes peuvent tout à fait mettre de l'argent de côté, elles le font déjà. Il y avait l'assurance-vie, les actions. Il y aura des systèmes de capitalisation. Il y en a déjà.

Alors, c'est un mensonge de dire qu'on va sauver le système de répartition. Ce système est en danger, c'est vrai. Mais ce n'est pas l'argent qui manque. La richesse produite dans le pays a triplé en 20 ans (le PIB de 550 milliards de dollars en 1980, est passé à 1500 milliards en 2001). C'est la part qui va aux salaires qui a diminué. Parce que la part qui va aux profits, aux actionnaires, à l'argent qui part au jeu de la Bourse, à la spéculation, en a pris une bonne partie. Il y a 20 ans, les profits prenaient déjà 25% de la richesse du pays, et

laissaient 75% aux salaires. Aujourd'hui, les marchés financiers, les grosses banques et autres entreprises capitalistes en dévorent 32%.

Voilà pourquoi les moyens manquent pour les services publics, les salaires, les retraites. Et la nouvelle «réforme» continue de ne vouloir prendre que sur la part des salaires, sans demander le moindre centime d'effort aux profits.

Enfin, on dit à la population : si vous acceptez de travailler plus longtemps, vous sauvez votre retraite. Dans le public et dans le privé, il vous faudra 42 ans de cotisation à l'avenir. Mais aucun patron ne veut plus de vieux travailleurs. Ils font tout pour s'en débarrasser dès 50 ou 55 ans. Seuls les cadres, les professions intellectuelles, pourraient peut-être trouver du travail à plus de 60 ans.

Mais quand même, à qui peut-on faire croire que le progrès, c'est de travailler plus vieux, alors que le travail est toujours plus stressant, toujours plus usant, partout ?

«Réformer» ? Oui, c'est urgent. Il faudrait que ceux qui travaillent si dur voient leur venir en aide les millions de gens qui cherchent un emploi. On pourrait alors changer les conditions de travail de tous, les rendre supportables, puis agréables.

Et un travail agréable, pourquoi pas le poursuivre sans limite d'âge due à l'usure ? On pourrait changer de métier, partager entre tous les tâches ingrates, pour qu'il n'y ait plus de tâche ingrate... On pourrait cesser de travailler pour faire des armes, et tant de choses inutiles, et changer le travail lui-même. On pourrait faire à nouveau vivre ensemble jeunes et vieux, au lieu de jeter les vieux dans l'oubli, de rendre inutile leur expérience et leur vie. On pourrait changer le monde.

Rêvons, mais pas bêtement : tout cela nécessite de s'en prendre d'abord au capital, de lui reprendre la part qu'il s'accapare. Et qui lui sert aussi à commander notre vie.

17/5/2003

L'Ouvrier n° 137

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX